

REPUBLICQUE TOGOLAISE



# Agence Togolaise de Presse

## BULLETIN QUOTIDIEN D'INFORMATION

15 novembre 2023

AFRICA FINANCIAL INDUSTRY SUMMIT 2023 :

### DES ACTEURS REFLECHISSENT SUR LA CONSTRUCTION D'UNE INDUSTRIE FINANCIERE PANAFRICAINNE, DES SERVICES FINANCIERS INCLUSIFS, INNOVANTS ET DURABLES

**Lomé, 15 nov. (ATOP)** –Les travaux de la 3<sup>e</sup> édition de Africa financial industry summit (AFIS) visant à élaborer des solutions concrètes aux nombreux défis posés au secteur afin de construire davantage une industrie financière panafricaine, des services financiers inclusifs, innovants et durables ont été ouverts, le mercredi 15 novembre, par le chef de l'Etat togolais, Faure Gnassingbé.



*Le Président Faure ouvrant le sommet*



*L'assistance*

Près de 1000 leaders de l'industrie financière, banquiers, assureurs, fintechs, opérateurs de marchés de capitaux et de mobile money, décideurs politiques et régulateurs prennent part à cette édition, placée sous le thème : « Construire une industrie financière africaine de classe mondiale : une opportunité à 1500 milliards de dollars », pour réinventer la finance africaine.

Pendant deux jours, des leaders de la finance africaine vont axer leurs échanges sur les stratégies de relance des économies africaines, assurer la libre circulation des capitaux et l'harmonisation des régulations et retenir des talents cruciaux. Ils vont élaborer des pistes d'action indispensable pour créer une industrie financière africaine de classe mondiale autour de quatre grands défis à savoir, comment attirer les milliards détenus par les investisseurs institutionnels africains vers la finance locale ? quelles collaborations pour retenir et faire grandir les talents indispensables au secteur, notamment à sa transformation digitale ? Libéralisation des mouvements de capitaux, harmonisation des régulations, normalisation de la prime de risque africaine, réformes prudentielles : quelles pistes explorer pour accélérer l'émergence de champions africains de la finance ? et Finance climat, titrisation, tokenisation : comment libérer l'innovation ?

Le chef de l'Etat s'est réjoui du fait que la coopération africaine constitue un fil rouge d'AFIS 2023 à travers ces différentes thématiques. Il a indiqué que le thème de cette 3<sup>e</sup> édition est très pertinent : « Le Togo s'est engagé depuis longtemps, dans la construction et la concrétisation de l'unité panafricaine, mais aujourd'hui, c'est le secteur financier qui nous intéresse. Pour cela, il faut maintenir les activités de crédit qui démontre la résilience de ces secteurs malgré le durcissement manifeste des conditions de crédit.

En Afrique de l'ouest, poursuit-il, le financement du secteur privé a conservé son dynamisme les créances sur l'économie ont connu une croissance annuelle de 11,6% en août 2023 après un taux de 15% le mois précédent. De manière plus général, dit-il, le marché des services financiers en Afrique devrait connaître une croissance significative les années à venir avec une augmentation annuelle d'environ 10% pour atteindre environ 230 milliards dollars de revenus d'ici 2025. Le développement est très largement porté par l'adoption rapide des Fintech soutenues l'augmentation de la possession des smartphones, la réduction des coût d'accès à l'internet et une population jeune en croissance rapide et de plus en plus urbanisée. Ainsi début la pandémie, le dynamisme du secteur est extraordinaire. Ainsi présenté, la vie semble prometteuse », a-t-il conclu.

Le vice-président Afrique de la société financière internationale (IFC), Sergio Pimenta, a pour sa part, rappelé que le secteur financier a un rôle essentiel à jouer dans le déploiement des modèles financiers, ainsi il s'agit pour lui d'accompagner l'émergence d'une Afrique plus inclusive et plus connectée.

La cérémonie d'ouverture a été suivi du premier panel intitulé « Construire une industrie financière africaine de classe mondiale : une opportunité à 1500 milliards de dollars » et d'une conversation avec Jeremy Awori, CEO du groupe Ecobank et Serge Ekué, président de la BOAD. Le Baromètre de l'industrie financière Africaine 2023 a été également présenté. ATOP/FD/SED

## ECHOS DE LA CAPITALE

AFIS 2023 :

**« CONSTRUIRE UNE INDUSTRIE FINANCIÈRE AFRICAINE DE CLASSE MONDIALE »**

**Lomé, 15 nov. (ATOP)-** « Construire une industrie financière africaine de classe mondiale : une opportunité à 1 500 milliards de dollars » a été le premier panel de la 3<sup>e</sup> édition du sommet de l'industrie financière en Afrique (AFIS 2023) qui se tient à Lomé les 15 et 16 novembre. Il a été suivi d'une conversation avec Jeremy Awori, CEO du groupe Ecobank et Serge Ekué, président de la Banque ouest africaine de développement (BOAD) et de la présentation du baromètre de l'industrie financière africaine 2023.

Ce panel a été animé par Sérgio Pimenta, vice-président pour l'Afrique de la Société financière internationale (SFI) ; Marufatu Abiola Bawuah, CEO United Bank For Africa (UBA) ; Patty Karuaihe-Martin, directrice générale de Namibia National Reinsurance Corporation et par Jules Ngankam, directeur général du Groupe African Guarantee Fund.



*Les panélistes*



*Les participants*

Selon les intervenants, les plus grandes institutions financières d'Afrique ont jusqu'à présent résisté au resserrement monétaire mondial et à l'inflation écrasante qui paralyse les marchés mondiaux. Profitant du départ des principaux acteurs internationaux, ces champions africains ont maintenant une occasion historique d'étendre leur influence régionale. Mais pour ce faire, banques, assureurs et marchés de capitaux du continent doivent surmonter une charge d'intérêt croissante sur la dette publique africaine, une urgence climatique de plus en plus pressante, un resserrement des financements internationaux et des variations réglementaires sur les marchés africains. Comment les gouvernements et les champions continentaux peuvent-ils débloquer ce qui pourrait être une opportunité de 1 500 milliards de dollars pour étendre la pénétration des banques, des assurances et des marchés de capitaux ?

Les discussions ont porté sur « les sorties des banques internationales : comment les institutions financières africaines peuvent-elles saisir les opportunités, maintenir des liens mondiaux et inspirer la confiance internationale ? » ; « les réglementations panafricaines : dans quelles mesures l'harmonisation des réglementations financières peut-elle participer à la concrétisation de la ZLECAF ? » et sur « la sécurité alimentaire et transition climatique : comment attirer les capitaux à long terme africains et internationaux ? »

S'agissant de la conversation avec les dirigeants de ces deux institutions bancaires, il ressort que le groupe Ecobank de Jeremy Awori et la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) de Serge Ekué sont des moteurs essentiels de l'économie panafricaine. Ces deux géants de la finance africaine ont enregistré une croissance substantielle de leurs bénéfices nets dans un contexte de retrait des banques internationales, de ralentissement du financement mondial et de volatilité des devises. Alors qu'Ecobank entend devenir la banque de paiement par excellence et que la BOAD, quant à elle, augmente sa capacité de financement pour soutenir le secteur public et privé de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Plan stratégique Djoliba 2021-2025), les deux leaders ont discuté des moyens permettant de faire face à l'instabilité macroéconomique persistante et au resserrement des financements au niveau mondial.

M. Adama Aristide Ouattara de la Financial Industry Leader Deloitte Afrique et Mme Ramatoulaye Goudiaby, directrice de Africa Financial Industry Summit (AFIS) ont présenté les résultats du 3ème baromètre de l'industrie financière africaine.



De la perception du secteur sur les progrès de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) à l'introduction des monnaies numériques par les banques centrales (CBDC), en passant par la question de l'intégration des femmes dans les conseils d'administration, ce rapport annuel fournit une analyse globale des modèles économiques, de gouvernance et la réponse face aux réglementations des banques, des assureurs, des fintechs et des acteurs du marché des capitaux sur l'ensemble du continent.

ATOP/TD/AJA

## -----

### UNE CONFÉRENCE DE PRESSE DE MISE AU POINT SUR LE PARTENARIAT DES INITIATEURS DE L'AFIS

**Lomé, 15 nov. (ATOP)** - L'importance du partenariat entre « International finance corporation » (IFC) et Jeune Afrique Media Group, les deux initiateurs de Africa financial industry summit (AFIS) a été relevée le mercredi 14 novembre à Lomé lors d'une conférence de presse.



*M. Goundiam (à gauche) expliquant l'importance du partenariat*



*Des journalistes*

Cette conférence à la veille du lancement de l'édition 2023 du sommet AFIS intervient pour exposer le bien fondé du partenariat entre ces deux structures. Elle a été animée par le directeur Afrique, chargé des institutions financières de IFC, Aliou Maïga et le directeur général délégué de Jeune Afrique Média Group, Mamadou Goundiam.

M. Maïga a dit que ce partenariat est une initiative de Jeune Afrique Media Group et cette union travaille pour faire de l'AFIS le plus important évènement de l'Afrique en ce qui concerne le secteur financier. Ce partenariat a démarré en 2015 avec la conviction d'accéder au développement du continent africain et a pour objectif de contribuer au développement de l'Afrique par l'accélération d'investissement de l'industrie financière forte et durable.

« Notre trajectoire en Afrique au cours de ces 20 dernières années a été plus exponentiel, autour de 2003, IFC a fait en Afrique un investissement de plus 500 millions par an et l'année dernière, il a fait 5 milliards d'investissement », a précisé M. Maïga. Il a aussi évoqué que dans le secteur financier, plus de 2,6 milliards de dollars ont été investi dans diverses institutions et dans plusieurs pays en Afrique. Pour le Togo, dit-il, l'IFC a investi, entre autres, dans le Port de Lomé et dans plusieurs institutions comme les petites et moyennes entreprises. Pour lui, IFC c'est un engagement très fort pour développer les pays africains à travers les secteurs privés et en partenariat avec les gouvernements qui sont les partenaires les plus privilégiés et la banque mondiale. « Notre engagement pour l'Afrique est sans faille et on est passé de 10% de chiffre d'affaire de IFC à 20% et notre objectif c'est de continuer à augmenter les parts d'investissement de l'Afrique », a-t-il conclu.

Quant à M. Mamadou Goundiam, il a rappelé le thème de l'AFIS de cette année qui est : « **Construire une industrie financière africaine de classe mondiale : une opportunité à 1.500 milliards de dollars** ». Il a indiqué qu'« il y a un certain nombre de défis qui se présentent à l'industrie financière. Mais avec l'arrivée de la **ZLECAf** et avec la présence de financement qu'on a évalué à mille cinq cents milliards de dollars, uniquement des investisseurs institutionnels africains, on a la conviction que l'industrie financière peut être ce moteur de développement ». ATOP/SED/BV

-----

**REPARATIONS COMMUNAUTAIRES ET COLLECTIVES :**  
**LES PROFESSIONNELS DES MEDIAS RENFORCENT LEURS CAPACITES**  
**A LOME**

**Lomé, 15 nov. (ATOP)** – Le Haut-commissariat à la réconciliation et le renforcement de l'unité nationale (HCRRUN) organise, du 14 au 16 novembre à Lomé, trois ateliers successifs de renforcement de capacités à l'endroit des professionnels de médias de la région Maritime sur les réparations communautaires et collectives.



*Journalistes et invités*



*Mme Awa Nana ouvrant les travaux*

La rencontre vise à mettre à la disposition des journalistes les outils et les éléments de langage pour favoriser l'adhésion des populations à l'ensemble du processus de réparations. Il s'agit aussi de faire adhérer les communautés et collectivités au programme de réparation et au processus de réconciliation.

Au programme de la formation, les thématiques sont notamment les généralités sur les fonctions et attributions des professionnels des médias, rappel de la mission de HCRRUN et approche méthodique, la place et l'importance des réparations communautaires et collectives au Togo et les attentes du HCRRUN vis-à-vis des médias dans la mise en œuvre de ces réparations.

Le secrétaire général de la préfecture d'Agoè-Nyivé, Essohana Kazandou, a expliqué que cette formation permettra de mettre à la disposition des populations des informations fiables sur le processus de réconciliation voulu par l'ensemble de la classe politique togolaise. Cette formation est une démarche qui offre aux journalistes des capacités de combattre les sources de désinformation et d'intoxication, a ajouté le secrétaire général. « L'organisation de cet atelier est une importance à plusieurs titres car les activités du HCRRUN doivent être suffisamment relayées afin d'éviter l'ingratitude des bénéficiaires des réparations. Les réparations communautaires et collectifs permettront de combler certains manquements notamment les forages d'eau, électrification, construction des infrastructures scolaires et sanitaires dans les milieux ruraux », a conclu M. Kazandou.

La présidente du HCRRUN, Awa Nana-Daboya, a rassuré aux médias que leurs contributions jouent un rôle d'accompagnement soutenu au regard de la complexité de la

mission de HCRRUN. Ainsi, dit-elle, leurs apports sont appelés à évoluer et à s'adapter aux différents tâches liées à l'exécution des recommandations et programmes de réparation. « Tous les praticiens de la justice transitionnelle sont unanimes à reconnaître que la légitimité de ce processus se mesure à l'aune du soutien et de l'adhésion des populations », a-t-elle dit. La présidente a invité tous les participants à prêter une attention particulière aux différents modules du programme de la formation.

Les réparations communautaires et collectives sont des indemnisations orientées vers les communautés entières identifiées comme victimes des troubles sociopolitiques.

Cette formation s'étend au plan national. Elle est prévue à Kara le mardi 21 novembre pour les régions des Plateaux, Centrale, Kara et Savanes.

ATOP/YE/GMM

## ELECTIONS CONSULAIRES :

### **LES MEMBRES DE LA CECR ET LES AAE DU GRAND LOMÉ INSTALLÉS**



*Les membres de la CECR, les AAE et officiels*

Les membres de la CECR, les AAE et officiels ont été installés le mardi 14 novembre à Lomé.

**Lomé, 15 nov. (ATOP)** - Les membres de la Commission électorale consulaire régionale (CECR) et les Agents d'appui électoraux (AAE) du Grand Lomé ont été installés le mardi 14 novembre à Lomé.

Cette activité marque le début d'une tournée d'installation et de formation des membres des CECR et des AAE dans toutes les régions du pays. La tournée, est initiée par la Commission électorale consulaire (CEC) de la Chambre de commerce et d'Industrie du Togo (CCI-Togo). Elle s'intègre dans le cadre des élections consulaires.

La CECR est composée de six membres et présidée par M. Wottor Kokou Amégboh. Elle a en charge l'organisation du scrutin consulaire où les opérateurs économiques togolais vont se rendre aux urnes pour élire les membres de l'Assemblée consulaire à travers des collèges électoraux.

Les membres de la CECR ont pour mission, entre autres, sous la supervision de la CEC, de recevoir les dossiers et demandes d'inscription des opérateurs économiques sur la liste électorale, de procéder à leur vérification, d'informer les électeurs du déroulement des élections, de recevoir et d'étudier les dossiers de déclaration de candidature à l'Assemblée consulaire. Ils vont également rendre compte régulièrement du déroulement du processus électoral dans la région au président de la CEC.

Les agents d'appui électoraux, neuf au total ont été recrutés dans les deux préfectures du Grand Lomé (Golfe et Agoè-Nyivé). Ils vont, quant à eux, aider les membres de la CECR dans l'accomplissement de leurs missions. Les AAE vont fournir des informations nécessaires aux opérateurs économiques. Ils seront chargés d'assurer le bon déroulement du vote et le dépouillement.

Deux sessions de formation à savoir : « Missions des CECR et tâches des AE/ Organisation et fonctionnement des CECR » et « Dispositions règlementaires relatives aux inscriptions, dépôts de candidature et vote/Présentation des documents électoraux » ont meublé cette rencontre.

Le président de la CEC, Kominté Dindangue a dit compter sur le dévouement, la détermination et le sens de devoir des membres de la CECR et des AAE pour accomplir



de manière exemplaire cette mission. Il leur a demandé de sauvegarder les choix exprimés librement par les électeurs pour une élection participative et inclusive. « L'intégrité du scrutin se joue dans le respect des suffrages exprimés et conformément aux règles en la matière. Les droits et les devoirs de toutes les parties prenantes doivent être préservés », a ajouté le président.

« Vous êtes les gardiens de la démocratie et des valeurs qui sous-tendent la CCI-Togo. Votre impartialité et votre engagement pour la démocratie économique seront d'une grande importance pour la crédibilité et la légitimité de cette élection », a laissé entendre le secrétaire général du district autonome du Grand Lomé, Tagba Ataféyinam Tchelim, à l'endroit des membres de la CECR et des AAE.

La directrice générale de la CCI-Togo, Mme Karine Edoh Adotevi a pris part à cette cérémonie. ATOP/BV/SED

## NOUVELLES DES PREFECTURES

KOZAH/ JOURNEE DU 1ER OCTOBRE :

### LES PERSONNES AGEES FONT UN PLAIDOYER RELATIF A LA REDUCTION DU POURCENTAGE DE PRELEVEMENT DE L'INAM

**Kara, 15 nov. (ATOP)** – Les personnes âgées de la Kozah, regroupées au sein du Conseil préfectoral consultatif des personnes âgées (CPPA), section Kozah ont célébré en différé, le mercredi 15 novembre à Kara, la journée internationale consacrée aux personnes âgées. Une occasion pour les personnes du 3e âge de faire des plaidoyers dont la réduction du pourcentage de prélèvement de l'INAM.



*Les manifestants ont posé avec le SG N'lowa*

Cette journée célébrée chaque 1er octobre, a pour but de permettre aux personnes du troisième âge de la préfecture de se retrouver et de sensibiliser la population au respect des droits des personnes âgées et de la culture de la paix.

La journée a été marquée par un regroupement fraternel dans les jardins de la préfecture, où ces personnes âgées ont, dans une motion lue par le secrétaire général du CPPA, Milkena Djarba, témoigné leur reconnaissance au président de la République, Faure Gnassingbé et son gouvernement pour les efforts entrepris au profit des personnes âgées, notamment le paiement régulier de leur pension. Celles-ci l'ont remercié aussi pour la revalorisation des pensions, de l'âge de départ à la retraite et pour son implication personnelle dans la construction du centre des personnes du 3ème âge de la Kozah.

Au titre des doléances, les personnes âgées demandent, entre autres, au chef de l'Etat, la prise en charge de tous les produits pharmaceutiques prescrits aux personnes âgées assurées et le complément des allocations de départ à la retraite jusqu'à 12 mois pour permettre aux retraités qui ne les ont pas perçus, de les toucher tout comme les autres.

Le secrétaire général de la Kozah, N'Lowa Kokoutsè a salué le caractère mobilisateur de cette manifestation qui témoigne une fois encore la grandeur d'esprit, la sagesse et le soutien des personnes âgées à la politique de paix, de sécurité et de développement durable du chef de l'Etat. M. N'Lowa a promis transmettre fidèlement à qui de droit, toutes les préoccupations évoquées.

Cette célébration a rassemblé les membres de l'Union nationale des retraités du Togo, civils et militaires (UNAFRET/CM), ceux de la Fédération nationale des retraités tributaires de la Caisse nationale de sécurité sociale (FENARET/CNSS), ainsi que les responsables de la Cellule de liaison du secteur informel (CLSI) de la Kozah. ATOP/BAK/AJA

-----

**ZIO / VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE :**  
**L'ONG LA COLOMBE FORME LES EPOUSES DE CHEFS TRADITIONNELS**



*Les femmes présentes à la rencontre de La Colombe*

A travers la rencontre, l'ONG La Colombe voudrait former les épouses des chefs traditionnels sur les VBG, en leur donnant des connaissances sur la prise en charge des victimes de violences et le rôle qu'elles peuvent jouer en tant qu'épouses de chefs au sein de leurs communautés. Il s'agit également d'améliorer les stratégies de lutte contre les VBG dans la préfecture.

Les participantes se pencheront sur les thématiques telles que le développement personnel et les rôles et responsabilités d'une « Fiosron ».

Le secrétaire général de la préfecture du Zio, Bandékine Yendoubé a exprimé sa gratitude à l'ONG La Colombe qui a rassemblé les Fiosron pour cette formation. Pour lui, les femmes constituent le socle de la paix et du développement dans la famille, le village et dans toute la nation. Il a adressé ses remerciements au gouvernement qui accorde une place de choix aux femmes dans la politique de promotion de la paix et du développement.

La coordinatrice de l'ONG La Colombe, Mme Adjoa Akakpo a expliqué que ces « Fiosron », en dehors de leur statut d'épouses, doivent faire en sorte que les droits des femmes avancent, que les violences soient réduites, que les pratiques socio-culturelles et les normes qui freinent le développement de la femme soient changées dans leurs villages.

ATOP/AKM/GMM



KLOTO :**DES GROUPES CIBLES DES PLATEAUX ET DE LA CENTRALE INVITES A VANTER LES VERTUS DES PLANTES MEDICINALES**

*Les chefs traditionnels et les présidents des CVDCCD et officiels*

**Kpalimé, 15 nov. (ATOP)** - Des chefs traditionnels, des présidents de CVD/CCD, des Villages Aimes-Afrique notamment, Fazao, Tchifama, Illico et Kouma-Apoti et des journalistes de Amou, Blitta, Kloto et Sotouboua participent du 13 au 15 novembre à Kpalimé, à deux sessions de formation sur l'utilisation des plantes médicinales dans le cadre de la revalorisation de la médecine et de la pharmacopée traditionnelles au Togo.

Cette formation est initiée par l'ONG Aimes-Afrique avec le soutien technique et financier de la coopération allemande et de l'ONG Aktion Pit-Togohilfe. Elle vise à contribuer à la mobilisation communautaire pour une mise en place durable des jardins botaniques de plantes médicinales dans les 10 villages de Aimes-Afrique.

Il s'agit aussi d'amener les participants à se familiariser avec le processus de mise en place d'un jardin botanique de plantes médicinales ; de définir un mécanisme de gestion concertée des aires protégées ; de collaboration pour l'entretien des aires protégées et de s'impliquer activement dans la communication sur la médecine traditionnelle.

Les participants vont suivre à travers la pratique des formations sur le mécanisme de gestion concertée des aires protégées ; de collaboration pour l'entretien des aires protégées ainsi que la complicité entre journalistes et tradipraticiens pour une meilleure santé des patients.

Le secrétaire général de la préfecture de Kloto, Bakaï Essolabina a invité les participants à mettre en valeur leurs acquis de la médecine traditionnelle. « La médecine traditionnelle c'est pour l'Afrique et nous devons mettre en valeur les acquis traditionnels pour que cela ne soit pas dans les oubliettes », a déclaré M. Bakaï. Il a vanté les mérites de cette médecine, souhaitant que la médecine moderne comprenne que la médecine traditionnelle a aussi sa place en ce qui concerne la santé publique.

La présidente de l'ONG Aktion Pit Togohilfe, Mme Magaret Kopp a relevé l'importance du rôle que joue les médias aux côtés de Aimes Afrique. « Vous êtes ceux qui diffusez au public des sujets importants et pour bien diffuser toutes les informations à un large public, il faut connaître » a dit Mme Kopp. Elle a invité les journalistes à valoriser les capacités de la médecine traditionnelle et de la médecine moderne au profit des malades dans les villages et campagnes.

Le responsable des Ressources humaines et financières à Aimes-Afrique, Dégboevi Yao Atitso a souligné que la pratique de la médecine traditionnelle repose en grande partie sur l'utilisation des plantes médicinales. Il a précisé qu'elles sont des ressources naturelles précieuses qui contribuent à la santé et au bien-être des populations. Ces plantes, dit-il, sont utilisées depuis des millénaires dans les cultures et traditions pour prévenir, soigner ou soulager diverses maladies. Elles représentent également une source de revenus pour de nombreux acteurs locaux, tels que les producteurs, les tradithérapeutes et les herboristes.

ATOP/AYH/SED

TCHAOU DJO/SANTÉ :**128 PERSONNES OPÉRÉES GRATUITEMENT DE LA CATARACTE À SOKODÉ**

**Sokodé, 15 nov. (ATOP)** – Cent vingt-huit personnes ont été opérées gratuitement, les 13 et 14 novembre, de la cataracte sur les 200 malades dépistés au Centre hospitalier régional de Sokodé (CHR-S).

Ces interventions chirurgicales se sont déroulées lors d'un « camp médical » contre la cécité initié par l'ONG Humanity First Togo, avec l'appui financier de Humanity First Allemagne. Elles visent à éliminer cette maladie dans le district sanitaire de Tchaoudjo.

Les opérations ont été assurées par une équipe médicale et paramédicale dirigée par le médecin chirurgien ophtalmologiste, Tété Yaovi du CHR-S, appuyé par son collègue Avia Kossi du Centre hospitalier préfectoral (CHP) de Kpalimé.

La cataracte est une maladie des yeux qui se caractérise par une opacification lente et progressive du cristallin, une forme de lentille ou partie transparente de l'œil, qui nous permet de bien fixer ce que nous voyons.

Cette maladie affecte généralement les personnes âgées. Cependant, les jeunes ne sont pas épargnés. Il y a des facteurs qui favorisent une apparition précoce de la maladie. C'est le cas du diabète ou de la prise de certains médicaments ou si l'un des parents a souffert de la cataracte.

Le symptôme majeur de la cataracte est la perte progressive de la vision qui devient de plus en plus floue. Autre signe, le malade se plaint de la photophobie (la lumière le dérange).

Selon Dr Avia, au moins 200 personnes souffrant des maladies oculaires ont été examinées durant cette campagne. Il a précisé que se faire opérer d'une cataracte coûte entre 50.000 et 300.000 FCFA selon les moyens utilisés et une mission médicale de ce genre coûte plusieurs millions de FCFA.

Ceux qui ont bénéficié de ce traitement se disent heureux. « *Je suis malade depuis 2018, en 2020 on a décidé de m'opérer, mais je n'avais pas d'argent, on m'avait demandé 60.000F. Aujourd'hui je suis content et je remercie l'ONG Humanity First Togo et sa branche d'Allemagne* », a laissé entendre un bénéficiaire.



*Un malade au bloc opératoire*



*Les officiels rassurant les malades avant les opérations*

### **Sauver des vies humaines**

Le président de Humanity First Togo, Djinadou Souleyman, explique que ce projet fait partie de leur mission, celle de sauver des vies humaines. « *Nous servons pour changer des vies. Les personnes qui ont été opérées vont pouvoir reprendre leurs activités génératrices de revenus et aussi aider leur communauté* », a-t-il confié. M. Djinadou a ajouté que la délégation allemande est venue avec des médecins qui sillonnent

diverses localités du pays pour consulter et distribuer gratuitement des médicaments aux malades.

Le directeur régional de la Centrale de Humanity First Togo, Abdur-Razzaq Lamboni a demandé aux personnes opérées de prendre leurs médicaments et de respecter les consignes des médecins.

Humanity First Allemagne, selon son président, Mohammad Zubair, couvre trente pays dont le Togo. Elle mène des actions à caractère social et humanitaire dans plusieurs domaines à l'endroit des populations défavorisées, sans distinction d'ethnie, de religion ou de région, à travers divers projets avec pour objectif d'améliorer leurs conditions de vie.

Le secrétaire général de la préfecture de Tchaoudjo, Daro Ouro-Akondo, le 1<sup>er</sup> maire adjoint de la commune de Tchaoudjo 1, Yérima Agregna et le directeur du CHR-S, Dr Foly-Yssouh Foly Lanta ont exprimé leur gratitude à l'ONG Humanity First Togo et sa branche d'Allemagne pour ces interventions chirurgicales qui viennent en appui aux efforts du gouvernement dans le domaine de la santé. Ils ont appelé d'autres organisations à leur emboîter les pas estimant qu'en matière de prise en charge sanitaire, l'Etat et les collectivités ne peuvent pas tout faire seuls.

ATOP/MEK/CA

## ASSOLI :

### **LA CINQUIEME EDITION DE LA FOIRE ARTISANALE DE BAFILO « FABA » LANCEE**



*Le représentant du préfet d'Assoli (micro) lançant les activités de la foire FABA*

**Bafilo, 15 nov. (ATOP) –** Les activités de la cinquième édition de la Foire artisanale de Bafilo « FABA » ont été lancées, ce mercredi 15 novembre à Bafilo.

« FABA » est organisée dans le cadre de la fête traditionnelle « Kamaka » par un comité mis en place avec le concours technique et financier de plusieurs entreprises commerciales et de la société civile, basées sur le territoire national. Cette rencontre commerciale et artisanale va se dérouler du 9 au 17 décembre sur l'esplanade de la gare routière de Bafilo en

face du nouveau marché.

Les activités inscrites au programme de la foire sont, entre autres, une exposition et ventes des produits locaux, des journées dédiées aux cantons et entreprises partenaires, des conférences débats, des rencontres d'affaires, un tour de la caravane avec l'effigie des sociétés partenaires, d'une élection de reine « FABA » et des soirées spectacles.

Ce rendez-vous commercial va permettre de promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes et groupements de femmes à travers l'artisanat, la promotion de l'entrepreneuriat artistique et culturelle dans la préfecture, l'autonomisation financière des jeunes et des produits artistiques et agricoles transformés dans les régions de la Kara et de la Centrale.

Selon le commissaire à l'organisation de cette foire, M. Bah-Traoré Salimani, FABA va regrouper plusieurs acteurs de l'artisanat, du secteur du commerce et du tourisme pour renforcer la coopération entre participants et favoriser des partenariats. Pour lui, il sera aussi question de promouvoir et de valoriser les produits locaux et la culture Tem et de donner une visibilité aux entreprises artisanales de la préfecture et des deux régions.

M. Bah Traoré a précisé que pour cette cinquième édition un challenge d'esprit entrepreneurial sera organisé en vue de sélectionner les trois meilleurs.



Le représentant du préfet d'Assoli, M. Kpèlenga Bassaye et le secrétaire général de la commune Assoli 1, Moustapha Saïdou Nour ont encouragé les organisateurs de la « FABA » qui s'inscrit dans la droite ligne du Plan National de Développement (PND) et dans la politique de revalorisation et dans la préservation de la culture du chef de l'Etat Faure Gnassingbé.

Un match de football est prévu dans l'après-midi entre Stella FC de Didaourè et TPS de Bafilo dans le cadre des manifestations du lancement de la cinquième édition de la foire « FABA ». ATOP/SA/CA

-----

**LUTTE CONTRE L'INSALUBRITE/ TOURNAGE DE SPOTS DE SENSIBILISATION :**  
**HUIT ELEVES PRIMES DANS LA COMMUNE YOTO1**



*Les élèves bénéficiaires des prix et les différentes personnalités financières.* Ces élèves sont désormais des ambassadeurs de la commune auprès de leurs pairs en matière de gestion des déchets.

En dehors de la remise des prix, les agents sensibilisateurs vont démarrer le 16 novembre prochain, une activité de sensibilisation porte à porte dans la commune. La formation portera sur l'interdiction de salir la commune et une bonne gestion des ordures.

Ces activités s'inscrivent dans le cadre du "Projet de gestion des déchets", initié par l'ambassade de France et ses partenaires. L'objectif est d'améliorer le cadre de vie de la population.

Le maire de la commune Yoto1, Amégnonan Kossi a invité la population à se joindre à cette stratégie de lutte contre l'insalubrité dans leur espace communal afin d'atteindre la vision de la commune, zéro déchet d'ici 2026.

Le préfet de Yoto, Lt.Col Djossou Agossa a exhorté le corps enseignant et celui des métiers à enseigner des notions de citoyenneté et de civisme dans les établissements scolaires et dans les ateliers d'apprentissage afin d'avoir une cité saine et viable par tous. ATOP/SAK/TJ

-----

**AVE/AMELIORATION DES ZONES D'AMENAGEMENT AGRICOLES PLANIFIEES :**  
**UNE DELEGATION DE LA BANQUE MONDIALE ECHANGE AVEC LES**  
**PRODUCTEURS D'ANYRON**

**Kévé, 15 nov. (ATOP)** – Une délégation de la Banque mondiale, conduite par la directrice des opérations, Mme Marie-Chantal Uwanyiligira a échangé avec les producteurs des Zones d'aménagement agricoles planifiées (ZAAP) d'Anyron, dans la commune Avé 1, sur leurs conditions de travail, et les moyens d'amélioration des productions agricoles, le lundi 13 novembre.

L'objectif de cette rencontre est d'accompagner le chef de l'Etat dans sa vision de faire de ce secteur un véritable moteur de croissance économique, et de création d'emplois, afin de garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle à travers l'amélioration de la productivité par la mécanisation des outils agricoles et autres. Il s'agit pour la délégation de recueillir les besoins des agriculteurs et de voir comment la Banque mondiale peut les aider à développer les cultures maraîchères, et les pérenniser pour améliorer l'équilibre alimentaire des localités et augmenter les revenus familiaux.



*La directrice des opérations de la BM s'adressant ...*



*...aux participants*

La directrice des opérations de la Banque mondiale a souligné que suite à sa première visite de la ZAAP d'Anyron avec le chef de l'Etat en juillet, elle a compris que le président de la République, Faure Gnassingbé se préoccupe de sa population, surtout celle du secteur agricole qui représente 23% de la production nationale et qui emploie 2/3 des togolais. Elle a souligné que cette visite permet à son institution de voir ce qu'elle peut apporter de salubre dans la vie des agriculteurs de la ZAAP, en vue de doubler ou tripler leurs rendements.

Les échanges ont porté sur trois points essentiels à savoir : « Qu'est-ce que la BM peut faire différemment pour que les agriculteurs de la ZAAP d'Anyron arrivent à leurs objectifs fixés ? » ; « Qu'est-ce que la BM peut faire pour la couche la plus vulnérable qui représente 51% qui sont les femmes sur d'autres plans comme l'accès à la terre et autres ? » et « Comment faire en sorte pour que le secteur privé soit impliqué, car les investissements du secteur public ne seront pas à 100% impliqués à tous les niveaux, que ce soit au niveau de la gestion de l'agence, de la production des fertilisants comme achat, et autres pour que les objectifs de l'agence soient atteints ».

Les producteurs ont présenté des doléances relatives à la canalisation du fleuve Zio pour permettre l'irrigation des cultures de ZAAP, à la mise en place d'un système de mesure standard pour les autres produits de l'ANSAT, et à l'amélioration des conditions d'exportation des cultures de la ZAAP. Ils ont aussi soulevé la question de création de centre de Santé, d'électricité et autres structures socio-économiques.

Le secrétaire général du comité de gestion de la ZAAP d'Anyron, Dzakpa Komi Théophile a rappelé qu'en 2021, après la sensibilisation du gouvernement et la mobilisation des terres par les agriculteurs, l'Etat a réussi à aménager 60hectares pour eux. Les activités ont commencé, et pour cette toute première année, la production par hectare passe à deux tonnes en 2022 et grande a été leur surprise de voir l'agriculture passée en contractuelle basculée positivement à trois tonnes par hectare avec l'appui du ministère de l'agriculture, de l'ANSAT et autres qui ont permis de faire le labour et d'avoir les intrants agricoles » a-t-il souligné.

Les maires des communes Avé 1 et 2, respectivement Alexandre Aziabu et Ayawli Kwaku, ont exprimé leur gratitude à la BM à travers le chef de l'Etat qui ne ménage aucun effort pour la promotion de l'agriculture au Togo surtout dans les ZAAP.

La ZAAP d'Anyron compte 88 exploitants agricoles dont 62 femmes. ATOP/KAT/JK

BINAH:

## LA JEUNESSE DE SIRKA APPELEE A CONTRIBUER AU DEVELOPPEMENT DU CANTON

**Pagouda, 15 nov. (ATOP)** - Le collectif des cadres pour le développement du canton de Sirka, dans la commune Binah 2, a lancé une campagne pour mobiliser la jeunesse pour le développement de leur canton, le samedi 11 novembre.



Les officiels



L'assistance

Cette initiative qui s'étend sur une période d'un mois (11 novembre au 10 à décembre prochain) se propose de promouvoir la culture de paix et d'action citoyenne au sein de la jeunesse pour un développement harmonieux et inclusif. Il s'agit de sensibiliser les jeunes sur leur engagement et participation citoyenne comme vecteur de développement à la base ; renforcer leurs capacités techniques à concevoir, exécuter et suivre des initiatives de développement à l'échelle cantonale.

La campagne sera marquée par un tournoi de football dénommé « Réconciliation et engagement de la jeunesse » dans le canton de Sirka, et un atelier de renforcement des capacités d'au moins 300 jeunes de la localité.

Le maire adjoint de la commune Binah 2, Dabouda Essowè a rendu hommage au président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé, pour son engagement en faveur de la paix, du vivre ensemble et de la cohésion sociale au Togo. Pour lui, les jeunes sont aujourd'hui les pionniers et les agents de changements essentiels. Leur contribution, ajoute-t-il, doit être activement soutenue, sollicitée et considérée comme faisant partie intégrante de l'édification des communautés pacifiques et de l'appui à la gouvernance et la transition démocratique.

Le président du comité d'organisation de cette campagne, le conseiller municipal Dongawa Maman a indiqué que le collectif des cadres pour le développement du canton de Sirka a initié cette campagne conformément au Plan cantonal de développement (PCD 2019-2023) de Sirka, pour sensibiliser la jeunesse du canton sur les vertus de paix et de leadership jeune, et sur les opportunités d'emploi local. « *Les cadres du canton de Sirka veulent, à travers le tournoi de football et l'atelier, mobiliser les jeunes pour accroître leur implication dans les actions de développement du canton, et les amener à cultiver entre eux l'esprit de réconciliation, de paix et de sécurité, gage de tout développement* », a-t-il précisé.

Maître Adja Morou, parrain de cette campagne a invité les jeunes à la culture de l'excellence dans l'entrepreneuriat pour ne pas attendre tout de l'Etat et des aînés.

Le tournoi de football se déroulera du mercredi 15 novembre au dimanche 10 décembre.

ATOP/JAK/MEK



## RECEPTION PROVISOIRE DES INFRASTRUCTURES SANITAIRES REHABILITEES A L'USP KOUYORIA

**Pagouda, 15 nov. (ATOP)** - Une commission de l'ONG Santé intégrée (SI) a réceptionné provisoirement les infrastructures sanitaires réhabilitées à Unité de soins périphérique (USP) de Kouyoria, 35 km au nord-est de Pagouda le vendredi 10 novembre.



*Vue en partie des ouvrage réhabilités*



*Autorités locales et responsables de SI*

D'un coût global de 62. 100. 000 F CFA, les travaux ont été réalisés par l'entreprise EGB et TP sous le contrôle du bureau SINGEXT-Consultance. Le bloc sanitaire et le bloc principal avec ses deux compartiments de médecine générale et la maternité ont été entièrement réhabilités.

Outre ces infrastructures réhabilitées, l'ONG SI a aussi favorisé la réalisation d'autres travaux au profit de cette structure sanitaire et de la communauté. Il s'agit notamment de la construction d'un poly tank en béton armé avec une contenance de 5 000 litres pour desservir totalement le centre, la mise en place d'un système de panneaux solaires pour alimenter complètement le centre en énergie solaire. Une margelle équipée d'une pompe à motricité humaine pour desservir la communauté en eau, une paillotte de 8m de diamètre pour des réunions de sensibilisation aux patients ainsi qu'un dispositif de lave-mains et des aires de séchage ont été construits.

La réception a été faite par le maire de la commune Binah 1, Bamaze Tchao Henry en présence du représentant du directeur régional de la Santé de la Kara, Ayifa Mamessibélé. Les deux ont exprimé leur gratitude au bienfaiteur pour ses multiples actions en faveur des communautés à la base surtout les enfants de moins de 5 ans, les femmes enceintes et les accouchées. Ils ont invité les communautés bénéficiaires à s'approprier ces ouvrages afin d'assurer leur pérennité.

Le directeur pays de Santé Intégrée-Togo, Gbeleou Sesso a, pour sa part, salué l'esprit de collaboration qui a marqué le travail de réhabilitation et de construction de ces infrastructures. Il a invité la communauté et tout le système de santé de la commune Binah 1 à prendre des dispositions pour mettre en place un plan de maintenance et un mécanisme de contrôle et de suivi afin de garder durablement ces infrastructures réhabilitées et construites.

Dans l'après-midi, la même cérémonie a eu lieu sur le site de l'USP Boufalé dans la commune de Binah 1. Au total, sept USP dans la Binah vont bénéficier de cette initiative de réhabilitation des infrastructures, portée par l'ONG Santé Intégrée.

ATOP/JAK/BV

**CULTURE :****L'ASSOCIATION « ATIR » DOTE LA COMMUNE OTI 2 D'UNE BIBLIOTHEQUE**

**Mango, 15 nov. (ATOP) -** La bibliothèque de la commune Oti 2 offert par l'Association action des tropiques pour l'intégration rurale (ATIR) a été inauguré le samedi 11 novembre à Barkoissi à 23 km au nord de Mango.

C'était en présence du préfet de l'Oti, Col. Ouadja Gbandi Jacques, du maire de l'Oti 2, Mme Ladani Yentroutengue, du président de l'ATIR, l'honorable Noël De Poukn, des autorités administratives, militaires, traditionnelles et religieuses, des élèves et parents d'élèves.

Cette bibliothèque est située sur le tronçon Barkoissi-Nagbeni non loin de la radio communautaire Bark FM. Evaluée à 25 millions de FCFA, elle est dotée en manuels et ouvrages qui tiennent compte du système éducatif en cours dans les établissements. Elle permettra aux élèves, étudiants, enseignants, ou tout autre visiteur d'approfondir leurs connaissances et de se déstresser.

Dans les rayons, on y retrouve des livres de mathématiques et de français du primaire et du secondaire ; de sciences physiques, sciences et vie de la terre ; de philosophie, d'Allemand, espagnol ; des romans historiques et littéraires des auteurs togolais, africains, européens et américains ; des ouvrages d'art (théâtre), des encyclopédies, le quotidien national « Togo presse », des revues, une panoplie de dictionnaires. Dans cette bibliothèque, on y trouve également des ouvrages qui abordent des thématiques en lien avec l'agriculture, l'élevage qui sont recommandés aux élèves de l'IFAD de Barkoissi.

La cérémonie a été marquée par la remise des attestations aux deux bibliothécaires MM. Tcha-Esso Mandaw et Kombaté Sa Koaka formés par l'ONG Communication pour un développement durable (CDD) pendant un an, une prière de circonstance, la coupure du ruban symbolique et la visite des locaux.

Le préfet Ouadja, le maire Ladani ainsi que les responsables de l'éducation ont salué l'implantation de ce joyau dans cette commune puis relevé l'importance des livres dans l'acquisition du savoir, du savoir-faire et du savoir-être. Ils ont exprimé leur reconnaissance aux membres de l'ATIR et conviés les élèves, étudiants, enseignants à visiter ce centre d'acquisition de connaissance. Ils ont invité d'autres bonnes volontés à emboîter le pas aux membres de l'ATIR soucieux de l'avenir des enfants et du développement de cette commune.

De son côté, le président de l'ATIR, l'honorable De Poukn a fait remarquer qu'en construisant cette bibliothèque, son organisation entend accompagner les efforts du gouvernement en matière de la qualité de l'éducation pour tous. Pour lui, la lecture et l'écriture sont deux éléments essentiels pour permettre aux apprenants d'acquérir les



*La visite des rayons de la bibliothèque par les invités*



*Les deux bibliothécaires attestations en main, les autorités et organisateurs*

connaissances car les secrets se trouvent dans les livres et non sur les réseaux sociaux. Il a exhorté les élèves à se consacrer aux livres aux recherches, seul moyen de réussir.

Le député De Poukn a convié les visiteurs de ce centre à prendre soin de ces documents et en faire bon usage afin d'assurer la durabilité et la pérennité de ces biens pour le bonheur de la jeunesse. Il a réitéré la disponibilité de tous les membres à accompagner la commune pour son développement harmonieux. Il a enfin remercié les autorités locales pour leurs soutiens à la concrétisation de ce joyau pour le bonheur de la jeunesse.

L'ambiance a été entretenue par les artistes Laoba et DJ Number One qui ont mis en exergue la richesse la diversité culturelle du milieu.

ATOP/TT/BA

## NOUVELLES DE L'ETRANGER

### 2<sup>ème</sup> CONGRES MONDIAL DES MEDIAS :

#### **LES TRAVAUX DE LA 2<sup>ème</sup> JOURNEE AMBITIONNENT LA MISE SUR PIED DE « L'INDUSTRIE DES MEDIAS »**

**Abu Dhabi, 15 nov. (ATOP) -** Le 2<sup>ème</sup> Congrès mondial des médias (CMD) d'Abu Dhabi sous le thème « façonner l'avenir de l'industrie des médias » débuté hier, se poursuit ce 15 novembre avec d'autres thématiques inscrites à l'ordre du jour.

Les travaux de ce deuxième jour sont consacrés à l'innovation, l'éducation aux médias, le journalisme sportif, le journalisme environnemental et le rôle de la jeunesse. C'est aussi l'occasion pour les leaders des médias et des universitaires de renommée mondiale de discuter des questions vitales relatives à la manière de « mettre sur pied dans un avenir proche l'industrie des médias ».

Spécifiquement, les communications dans les panels sont focalisées sur des thèmes tels que « Eduquer les générations futures pour un avenir amélioré par la technologie ; Nourrir les talents pour stimuler la créativité et accroître les opportunités dans un écosystème médiatique amélioré ; L'état actuel de l'éducation aux médias ». Une table-ronde sur « Education aux médias : comment les médias, les écoles de médias et les entreprises technologiques peuvent-ils coopérer davantage » mettra fin aux intenses activités intellectuelles de la journée.

Parrainé par son altesse Cheikh Mansour Bin Zayed, vice-président, vice-premier ministre et président de la Cour présidentielle, le congrès mondial est organisé par le groupe ADNEC, en partenariat stratégique avec l'agence de presse des Emirats (WAM) au centre national des expositions d'Abu Dhabi.

En plus des objectifs énoncés à l'ouverture, il est à rappeler que ce congrès entend également faciliter un échange direct d'idées, d'expériences et de bonnes pratiques en



*Un panel*



journalisme, conduisant ainsi à une compréhension et à une collaboration plus approfondies.

Cette grande messe des journalistes des médias d'agence se déroule avec la participation de 172 pays dont le Togo.

ATOP/AR/BV

## ----- LE CAMEROUN PASSE L'EXAMEN PÉRIODIQUE UNIVERSEL DEVANT LE CONSEIL DES DROITS HUMAINS À GENÈVE

**Paris, (RFI)** - Tous les quatre ans et demi, la situation des droits humains de chaque État membre des Nations unies est examiné par les autres États membres au niveau du Conseil des droits humains à Genève en Suisse. C'est ce qu'on appelle l'« examen périodique universel ». Mardi 14 novembre, à Genève, c'était le tour du Cameroun, représenté par le ministre des Relations extérieures, Lejeune Mbella Mbella. Durant quatre heures, il a donc été question du respect des droits des femmes, des minorités sexuelles, des enfants, des libertés publiques et civiques et des violences dans les régions de l'Extrême-Nord, du Sud-Ouest et du Nord-Ouest.

Un à un, les représentants de 110 États membres ont pris la parole. Durant la minute et cinq secondes accordée, certains ont félicité le Cameroun pour « *les progrès effectués* ». D'autres ont fait part de leurs inquiétudes sur « *le décalage* » entre les textes adoptés par Yaoundé et la réalité du terrain, en ce qui concerne, notamment, la sécurité des défenseurs des droits humains et des journalistes. 2023 a été marquée par la mort violente de plusieurs professionnels des médias. Dont celles de Martinez Zogo en janvier à Yaoundé et de Anye Nde Nsoh, en mai à Bamenda.

Plusieurs ONG - camerounaises et internationales - avaient par ailleurs cosigné une déclaration en amont de cet examen périodique universel pour alerter sur la situation dans les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, touchés par la violence depuis 2017. Les signataires se disent « *préoccupé(e)s par le silence autour de cette crise qui ne bénéficie pas de l'attention et de l'action suffisante au niveau international et régional* ».

À Guzang dans le Nord-Ouest début octobre, deux hommes ont été fusillés en pleine rue par un groupe séparatiste. À Mamfe, dans le Sud-Ouest, il y a une semaine, au moins 24 civils sont morts dans une attaque d'un groupe armé.

Devant le Conseil des droits humains à Genève, le Ministre des Relations Extérieures du Cameroun, LeJeune Mbella Mbella a déclaré que la lutte contre l'impunité demeurait une priorité, et que les recommandations du « grand dialogue national » d'il y a quatre ans étaient en cours d'implémentation. Concernant la mort de Martinez Zongo, sans le nommer, le ministre LeJeune Mbella Mbella a rappelé qu'une procédure judiciaire était en cours. Plusieurs personnes sont mises en examen dans le cadre d'une instruction menée au niveau de la justice militaire.

Les recommandations du Conseil des droits humains de l'ONU seront rendues publics en fin de semaine. RFI

RDC :

## ----- UN DISCOURS À LA NATION DE FÉLIX TSHISEKEDI EN FORME DE BILAN

**Lomé, (ATOP)** – Le président Félix Tshisekedi a présenté le mardi son discours sur l'état de la nation, marquant ainsi la conclusion du premier quinquennat de sa présidence. Ce discours, qui avait des airs de bilan, s'est centré sur les réalisations de son gouvernement au cours des cinq dernières années.

Durant plus de deux heures, le président Tshisekedi a passé en revue les promesses tenues et celles restant en suspens. Le chef de l'État a également observé une minute de silence en hommage aux victimes des violences qui endeuillent le pays, exprimant également ses regrets quant à la recrudescence de la violence dans certaines régions.

En ce qui concerne la sécurité, il s'est félicité de sa décision d'instaurer l'état de siège dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri. Bien que cette mesure exceptionnelle n'ait pas encore totalement rétabli la sécurité, elle a contribué à réduire la fraude minière et douanière, sources de conflits, a-t-il dit.

Abordant le nouveau programme de DDR qui peine à démarrer, Félix Tshisekedi a affirmé avoir donné des instructions au gouvernement pour mobiliser les fonds nécessaires.

Se projetant vers l'avenir, il a annoncé la réactivation de la diplomatie militaire avec l'ouverture prochaine d'une trentaine de postes d'attachés de défense auprès des missions diplomatiques de la RDC.

Il a également évoqué les progrès réalisés dans la construction de routes et la réhabilitation des infrastructures routières et a formulé de nouvelles promesses.

En ce qui concerne le système judiciaire par exemple, il a mis l'accent sur les conditions de travail et de vie des magistrats. Il s'est engagé à revoir le barème de rémunération afin que leurs traitements augmentent du simple au double dès le prochain exercice budgétaire. Il a également promis la construction de 11 nouvelles prisons. « *Nous avons le choix entre repartir à zéro ou consolider les acquis* », a-t-il conclu.

La campagne électorale n'a pas encore commencé officiellement. RFI

## L'ADHÉSION DE L'ETHIOPIE AUX BRICS SERA BÉNÉFIQUE POUR LA COOPÉRATION SUD-SUD, INDIQUE LE PM ÉTHIOPIEN

**ADDIS-ABEBA, (Xinhua)** - L'adhésion de l'Ethiopie au mécanisme des BRICS est avantageuse dans la mesure où le groupe favorise le cadre de coopération Sud-Sud, a déclaré mardi le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed.

Le chef du gouvernement éthiopien a tenu ces propos mardi alors qu'il s'exprimait devant la Chambre des représentants du peuple (HoPR), la chambre basse du Parlement.

Répondant aux questions posées par des membres du Parlement éthiopien, M. Ahmed a rappelé que les perspectives diplomatiques et de politique étrangère du pays d'Afrique de l'Est étaient basées sur le bénéfice mutuel, le respect de l'intérêt national et la souveraineté du pays tout en garantissant ses avantages socio-économiques, géographiques et historiques.

Selon le Premier ministre, "l'adhésion de l'Ethiopie au mécanisme des BRICS repose sur le fait qu'il favorise la coopération Sud-Sud. L'Ethiopie étant un pays important dans le cadre de la coopération Sud-Sud, nous pensons que notre adhésion aux BRICS constituera un élan important à la fois pour l'Ethiopie et les autres membres des BRICS". Il a en outre remercié les cinq pays membres des BRICS pour leur soutien à l'adhésion de l'Ethiopie.

Lors du 15e sommet des BRICS qui s'est tenu à Johannesburg, en Afrique du Sud, en août dernier, les dirigeants des BRICS ont décidé d'inviter six pays, à savoir l'Argentine, l'Egypte, l'Ethiopie, l'Iran, l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis, à rejoindre le groupe.

**Leur adhésion devrait prendre effet le 1er janvier 2024.**

"Nous espérons que notre adhésion au mécanisme des BRICS sera avantageuse pour l'Ethiopie", a souligné M. Ahmed devant le Parlement éthiopien, ajoutant que

l'adhésion du pays aux BRICS est conforme à ses aspirations en matière de politique étrangère, et que le motif derrière son adhésion au groupe n'est pas de soutenir, de s'opposer ou de nuire à qui que ce soit. XINHUA

## SPORTS

ELIM CDM FIFA 2026 :

### NOUVELLE CAMPAGNE, NOUVELLES AMBITIONS, NOUVEL OBJECTIF

**Lomé, 15 nov (FTF)**-Les Eperviers entament dans quelques jours, les éliminatoires de la Coupe du monde de la FIFA 2026. Une campagne que le Togo aborde avec des ambitions nobles.

Il s'agit pour les Eperviers notamment de ne plus rater l'entame de compétition. Que de regrets sur les deux dernières campagnes éliminatoires de la Coupe du monde de la FIFA 2022 et la CAN 2023. Le Togo a débuté avec des contreperformances (Sénégal, Namibie, Eswatini, Cap-Vert), et a manqué d'être présent aux phases finales de ces tournois.

Aussi, il faudra être conquérants à domicile, après avoir retrouvé le chemin du succès à Kégué en septembre dernier, Paulo Duarte et ses hommes veulent continuer sur cette dynamique.

“Nous allons attaquer ces éliminatoires avec le maximum de priorité. C'est une opportunité unique pour l'Afrique d'avoir 10 équipes à la Coupe du monde. Nous voulons en faire partie. Nous prenons ce groupe au sérieux avec du professionnalisme, pour avoir cette fierté à la fin d'une qualification pour une Coupe du monde et c'est ça notre objectif”.

Ainsi pour entamer les qualifications pour la Coupe du monde de la FIFA 2026, le Togo se déplace à Benghazi en Libye pour affronter le Soudan. Un adversaire difficile à bouger mais contre lequel les Eperviers devront se frotter et espérer tirer un bon résultat. Puis, un duel attendu à Lomé face au Sénégal.

Concentration et détermination doivent être de mise pour ces deux premiers matchs. Les Eperviers comptent aussi sur le soutien du public tout au long de cette campagne. Toujours attachés à son équipe nationale, les supporters seront un atout majeur non négligeable durant ces qualifications. Dans les moments difficiles comme les bons, il faudra pour le 12<sup>e</sup> homme de montrer cet attachement aux couleurs nationales et à ceux qui le défendent. Ensemble, tout est possible. FTF

### LA FTF ANNONCE UNE NOUVELLE POLITIQUE DE BILLETTERIE POUR LA COUPE DU TOGO

**Lomé (FTF)**- Fédération Togolaise de Football (FTF) a publié le mardi 14 novembre une note circulaire détaillant la répartition des recettes de billetterie pour les matchs de la Coupe du Togo, dans une démarche visant à assurer une gestion équitable et transparente des ressources financières générées pendant les événements.

#### Une structure de répartition équitable

Selon la note circulaire, la distribution des revenus nets de la billetterie sera divisée de la manière suivante : 10% pour la ligue organisatrice : cette part vise à soutenir les opérations et le développement continu de la ligue régionale. 50% pour le club ayant effectué le plus long déplacement : reconnaissant les coûts associés aux voyages des



équipes, cette mesure souligne l'engagement de la FTF à soutenir les clubs dans leurs efforts.

40% pour l'autre club en lice : Cela garantit que le club hôte reçoit une part significative des revenus pour couvrir ses frais.

### **Processus d'émission et de contrôle des billets**

Le processus d'émission des billets est également précisé dans la note. L'équipe hôte est chargée de l'émission des billets, qui doivent être approuvés par toutes les parties concernées. De plus, le contrôle à l'entrée des matchs sera une responsabilité partagée, assurant ainsi un processus fluide et efficace.

Le Secrétaire Général de la FTF, Hervé Tété Agbodan, a appelé à une mise en œuvre rigoureuse de cette directive. Il a par ailleurs demandé à tous les présidents des ligues régionales et des clubs de prendre les mesures nécessaires pour assurer une application efficace de cette nouvelle politique. FTF

## **NEYMAR ASSIGNÉ AUX PRUD'HOMMES POUR TRAVAIL DISSIMULÉ**

**Paris (Maxifoot)**-Parti à Al Hilal après une aventure tumultueuse de six années au Paris Saint-Germain, Neymar a été assigné aux prud'hommes par une femme brésilienne qui l'accuse de travail dissimulé.

Les galères s'enchaînent pour Neymar (31 ans). La dernière, si elle est vérifiée, ne serait pas volée. Gravement blessé à un genou et out jusqu'en octobre prochain, l'attaquant d'Al Hilal a été assigné aux prud'hommes. Pourquoi ?

### **Des conditions de travail très précaires**

Selon Le Parisien, une mère de famille brésilienne vivant en France sans papiers réclame 368 000€ à son compatriote pour emploi dissimulé. Cette femme assure avoir travaillé comme une acharnée sans avoir été déclarée entre janvier 2021 et octobre 2022. «9 heures par jour en semaine, assortis de 6 heures supplémentaires le vendredi et le samedi soir. Le dimanche, sa journée est de 7 heures. Soit plus de 20 heures par rapport à la durée conventionnelle du travail pour une employée de maison, qui est de 40 h par semaine», assure le quotidien régional. La mère de 4 enfants, qui a travaillé jusqu'à 15 jours avant son accouchement prématuré et ce sans suivi médical, n'a plus eu de contacts avec Neymar et son entourage après la naissance de son enfant. «En situation de grande détresse», elle s'est tournée vers «le Secours populaire et les Restos du coeur pour loger et nourrir sa famille». «Elle frappe également à la porte des Femmes de la résistance, une association qui vient en aide aux femmes brésiliennes en situation de précarité ou victimes de violences conjugales» .

### **Neymar a fait preuve «d'inhumanité»**

Sans contrat de travail, payée en espèces pour ne pas laisser de traces, privée de rémunération pour ses heures supplémentaires et sans jour de congé, la femme de 35 ans s'occupait de faire le ménage ou encore de faire les ongles de la compagne du joueur. Elle a pris soin de noter «toutes ses heures travaillées dans un cahier d'école à petits carreaux» et gardes des échanges de SMS sur l'application WhatsApp avec d'Isabel J, l'assistante manager de la star, pour justifier son récit. «Neymar a exploité la précarité de notre cliente pour lui imposer des conditions de travail indignes, en violation des règles élémentaires du droit du travail. Nous déplorons qu'une telle personnalité ait pu faire preuve d'autant d'inhumanité, allant même jusqu'à chasser notre cliente de chez lui à quelques jours d'accoucher de façon prématurée, alors qu'elle se plaignait de douleurs», ont expliqué les avocats de la plaignante. «Nous envisageons désormais de donner à ce dossier les suites pénales qu'il mérite» Maxifoot.

**Copyright, ATOP. Tous droits réservés**